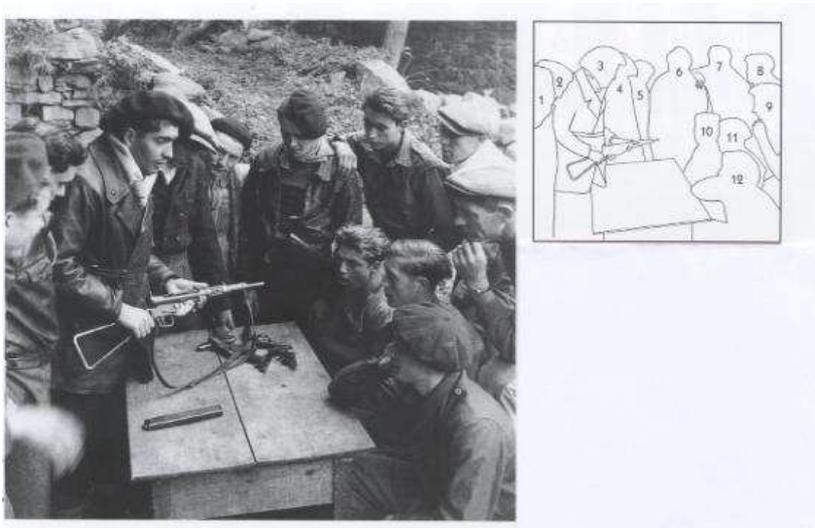


LES INSTITUTEURS DANS LES MAQUIS

Conférence de **FABRICE GRENARD**,

Directeur historique de la Fondation de la Résistance



Ce cliché, extrait d'un reportage sur le maquis de Boussoulet, a été réalisé en janvier-février 1944, par un photographe salarié (resté anonyme à ce jour) de l'agence Keystone.

Il représente le groupe initial, originaire majoritairement de la Loire, autour de son instructeur Albert Oriol, devant la Maison de l'Assemblée (ancien lieu de culte des protestants) à Boussoulet (canton de Saint-Julien-Chapteuil en Haute Loire).

Cette photo pourrait nous faire penser que l'instructeur est un officier de carrière ou un agent parachuté. Il n'en est rien. Albert Oriol-Maloire est dans le civil instituteur. Qui a rejoint en 1942 la Résistance à Roanne et prend le commandement du premier maquis AS de la Loire.

Cet exemple significatif permettant d'illustrer la place prise par les instituteurs pour encadrer les maquis.

I- ESSOR DES MAQUIS ET BESOIN DE CADRES

Une vision téléologique de l'histoire de la Résistance a parfois pu donner le sentiment que l'évolution vers des groupes armés dans les forêts et montagnes s'inscrivait dans un processus logique. En réalité, la création des premiers maquis n'entrait pas dans les plans des instances dirigeantes de la Résistance. S'il prône la lutte armée et l'action immédiate contre l'occupant depuis l'été 1941, le

Parti communiste, qui se dote en 1942 d'une branche paramilitaire avec les Francs-tireurs et partisans (FTP), souhaite initialement limiter les actions dans les villes. Si les mouvements non communistes (Combat, Franc-tireur, Libération) unifient, en 1942 leurs formations paramilitaires au sein d'une Armée Secrète (AS), celle-ci ne doit pas entrer en action avant le débarquement.

Le STO en février 1943 marque un tournant. Des camps de réfractaires se créent dans les Alpes ou le Massif Central autour d'une ferme, d'une bergerie, d'un chalet... Les responsables locaux des mouvements de Résistance organisent des filières permettant de prendre en charge les réfractaires qui souhaitent « prendre le maquis » (l'expression, venue de Corse, se répand au cours du printemps 1943) pour les emmener dans ces camps refuges. Ces initiatives venant de la base mettent les chefs de la

Résistance devant le fait accompli : « Nous avons été pris de court » reconnaît ainsi le fondateur de Combat, Frenay, en avril 1943.

Cette situation nouvelle, la possibilité de transformer ces camps de réfractaires en maquis de combattants armés et la question de leur encadrement, provoquent au printemps 1943 une crise au sein des instances dirigeantes de la Résistance. Frenay est l'un des premiers à vouloir organiser militairement les maquis. Mais il s'oppose, pour des raisons politiques, à ce que les maquis se trouvent sous la coupe de l'AS dirigée par le général Delestraint, considéré par le fondateur de Combat comme trop « attentiste » et trop inféodé à Londres. Ne saisissant pas l'urgence de la situation et craignant qu'ils ne leur servent à créer une « AS bis », Jean Moulin refuse l'aide financière indispensable que lui demandent les mouvements pour équiper les maquis.

Après plusieurs mois de tensions, un Service national maquis, structure indépendante de l'AS et rattachée directement au comité directeur des Mouvements unis de la Résistance (MUR), est finalement mis sur pied au cours de l'été 1943, tandis que la France Libre accepte d'augmenter les budgets alloués aux mouvements. Après avoir hésité, la Résistance décide donc d'encadrer les camps et de développer la lutte armée avec ceux qui souhaitent s'engager. À l'automne 1943, les maquisards sont entre 40 000 et 50 000 environ. Ils ne représentent cependant que 15 à 20 % des réfractaires au STO. Beaucoup préfèrent trouver une couverture avec un emploi dans une exploitation agricole. D'autres continuent à se cacher dans des camps, mais ne sont pas forcément prêts à la discipline militaire et aux risques encourus. Des camps refuges n'ayant aucune fonction militaire continuent de se développer jusqu'à la Libération.

Reste un problème fondamental : celui de l'encadrement des camps. Il y a peu de personnes disponibles offrant les caractéristiques nécessaires pour faire un bon chef (expérience de l'encadrement, expérience des armes) et surtout qui accepte de le faire. Plusieurs problèmes permettent d'expliquer cette « pénurie de cadres » potentiels : Rappelons qu'une grande partie des « forces vives » de la nation a été fait prisonnier en 1940 (1,5 millions d'hommes qui font donc défaut). Rappelons également que les réfractaires et les jeunes qui prennent le maquis n'ont bien souvent absolument aucune expérience militaire (le service militaire a été supprimé par Vichy). Enfin, les officiers sollicités en 1943 pour encadrer les camps ont souvent refusé parce qu'ils n'en voyaient pas l'utilité militaire (en Haute-Savoie, le commandant Valette d'Osia, qui a pourtant rejoint l'Armée secrète, aurait déclaré alors qu'il était sollicité par les MUR en février 1943 qu'il refusait « d'encadrer des veaux ». Il changera d'avis quelques mois plus tard pour prendre la tête des maquis de Haute-Savoie mais cette réaction initiale n'en est pas moins révélatrice de l'état d'esprit de nombreux militaires face aux maquis).

II- LES INSTITUTEURS, UN VIVIER FAVORABLE POUR L'ENCADREMENT DES MAQUIS

C'est donc dans ce contexte particulier que les instituteurs, notamment ceux qui exercent en milieu rural, où se développent les camps, vont s'imposer comme l'une des catégories socioprofessionnelles les plus représentées parmi les cadres du maquis. L'historien Jacques Canaud, qui s'est livré à des calculs statistiques pour les maquis du Morvan à partir des listes de plusieurs camps estime ainsi que les instituteurs représentent 5 % des effectifs. Si ce chiffre peut sembler a priori assez faible, il ne faut pas oublier qu'il y a proportionnellement moins d'instituteurs que d'ouvriers et de paysans dans un département donné. Surtout, Jacques Canaud montre que les instituteurs étaient systématiquement investis d'un commandement, allant de la simple direction d'un camp jusqu'à l'exercice des fonctions de chef départemental ou régional.

Plusieurs éléments ont pu favoriser ce recours aux instituteurs pour encadrer les maquis. Certains facteurs sont liés aux particularités même de leur profession. Un instituteur est habitué à diriger et encadrer des jeunes. Il possède dans les milieux ruraux un certain prestige. Il incarne une forme de sérieux forcément rassurant pour les réfractaires qui rejoignent les maquis et qui dans certains cas ont même pu être leurs élèves (c'est une situation que l'on trouve à plusieurs

reprises : un jeune concerné par le STO en 1943 a entre 20 et 22 ans, il a donc quitté l'école primaire à 13 ans entre 1934 et 1936, souvent le moment où les instituteurs qui vont s'illustrer comme chef de maquis (âgé de 30 ans) ont commencé leur carrière).

Dans le cadre de leurs études, l'élite des instituteurs, ceux qui sont passés par l'ENI, ont suivi une préparation militaire supérieure pour leur permettre de devenir « officiers de réserve », ce qui leur donne un surcroît d'expérience sur le plan de l'encadrement militaire. Beaucoup exerçaient également comme secrétaire de mairie, ce qui leur donnait une certaine expérience administrative toujours utile lorsqu'il s'agira d'administrer un camp ou de rédiger des textes réglementaires pour imposer la loi du maquis dans certains territoires, les fameux « arrêtés » signés par les « préfets du maquis » que l'on trouve dans plusieurs régions.

Enfin, sur le plan de leur engagement, les instituteurs sont très marqués à gauche, beaucoup militants dans les rangs du parti communiste ou de la SFIO et apparaissaient donc peu enclins à suivre le régime de Vichy. On peut même dire que dès ses premiers mois d'existence, Vichy a favorisé le basculement dans la dissidence de nombreux instituteurs en supprimant les ENI par la loi du 18 septembre 1940 et en se livrant au cours de l'automne 1940 à une véritable purge du corps en révoquant purement et simplement ou en mettant à la retraite d'office les instituteurs qui avaient pu avoir un engagement marqué avant-guerre au sein du PCF ou de la SFIO.

III- QUELQUES TRAJECTOIRES

GEORGES GUINGOUIN (HAUTE-VIENNE) :

Georges Guingouin est nommé instituteur à la rentrée 1935 St Gilles les Forêts (sud-est de la Haute-Vienne) après son passage par l'ENI de Limoges. C'est l'exemple même de l'instituteur rural, dont le rôle local dépasse de très loin sa seule profession (il exerce les fonctions de secrétaire de mairie, aide les habitants de sa commune à rédiger des documents et lettres). Guingouin incarne également la figure de l'instituteur militant (il est responsable de la cellule locale et secrétaire de rayon du PCF). C'est lui qui anime en 1936, au moment du Front populaire, la campagne électorale du PCF au niveau local. Il se fait ainsi très largement connaître de la population et développe un réseau qui sera crucial quelques années plus tard pour la survie de son maquis.

En octobre 1940, Guingouin est révoqué par Vichy de l'éducation nationale pour avoir appartenu au PCF. Alors qu'il tente de reconstituer localement le PCF interdit, il bascule dans la clandestinité dès février 1941 à la suite d'une perquisition de la police de Limoges à son domicile. Pendant 2 ans, il va de cache en cache, utilisant parfois des cachettes dans les bois qu'il se confectionne ou étant hébergé chez des membres de son réseau. Il s'efforce de développer les structures clandestines du PCF en Haute-Vienne et en Corrèze.

En avril 1943, l'ancien instituteur fonde le camp de la Croix-Chevaux, dans la forêt de Châteauneuf (secteur du mont Gargan). Ils ne sont que 5 au départ, puis une centaine à l'automne 1943 (Guingouin se fait appeler à partir de cette période le « préfet du maquis »).

En juin 1944, Guingouin est nommé chef départemental FTP, puis chef départemental FFI en août 1944, ce qui lui donne la main sur l'ensemble des maquis de la Haute-Vienne et fait de lui le coordonnateur des opérations visant à libérer la ville de Limoges.

Tout au long de cette période du maquis, Guingouin ne s'est jamais départi d'un certain « habitus » caractéristique de son métier d'instituteur. Plusieurs de ses hommes étaient des anciens élèves (l'un des premiers à le rejoindre : Louis Gendillou, son élève à St Gilles les Forêts en 1935). Il se comporte à leur égard à la fois comme un chef mais aussi comme un maître (avec toujours la volonté d'expliquer la situation politique et militaire en rédigeant de

longs textes). Il utilise pour prendre des notes ou rédiger des ordres des cahiers d'école, dont on peut voir aujourd'hui encore certains exemplaires aux AD de Bobigny (archives du PCF).

AUTRE FIGURE : EN SAONE ET LOIRE : HENRI VINCENT (« COMMANDANT VIC »), ORIGINAIRE DE VARENNES-SAINT-SAUVEUR.

Né le 16 février 1905 à Blanzay, dans le Bassin minier de Saône-et-Loire, Henri Vincent devient instituteur en 1926. Il peut être classé dans les « Républicains de gauche ». Patriote, la défaite de 1940 lui est insupportable. Alors qu'il est instituteur dans le petit village de Montcony à une dizaine de kilomètres de Louhans, aux confins de la plaine de Bresse et des premiers contreforts du Jura, ses premiers contacts avec la Résistance jurassienne datent d'octobre 1941.

C'est en octobre 1942 qu'il effectue un acte public qui l'instaure comme figure majeure de la Résistance locale. Dans la soirée du 23 octobre 1942, un bombardier *Halifax* britannique survole la Bresse, se dirigeant vers l'Italie, pour y lancer des tracts de propagande. A la verticale du village, il explose en vol et s'écrase dans un champ en bordure du village, l'épave brûlant jusqu'au lendemain matin. Alors que les autorités de Vichy font tout pour ne pas ébruiter l'affaire et déplacent la date des obsèques du dimanche au lundi dans l'espoir d'en diminuer l'impact, l'instituteur Vincent décide d'installer une chapelle ardente dans son école où sont déposés les cercueils contenant les dépouilles des hommes de l'équipage. Il transforme leurs obsèques en manifestation patriotique. C'est une foule de plusieurs milliers de personnes qui, malgré les ordres des autorités, vient saluer les dépouilles des aviateurs anglais. Comme l'indique une plaque commémorative placée sur le mur de l'école, Henri Vincent, par cet acte, fit « de cette école le berceau de la Résistance du Louhannais ».

Dans cette foule était présent le commandant Albert Chambonnet (« Didier »), originaire de la région et chef régional de l'AS à Lyon. De ce contact naissent les liens de collaboration et de confiance entre Vincent et l'Etat-major lyonnais. A partir de là, les choses s'enchaînent de façon « logique ». En juin 1943, Henri Vincent est nommé chef des MUR pour l'arrondissement de Louhans, membre du directoire départemental, fonctions qu'il cumule comme ce fut souvent le cas avec la direction du secteur de l'AS, au titre de commissaire aux effectifs. Du 10 juin 1944 à la Libération, il est chef des maquis du Louhannais, avec le grade de capitaine et, dès sa constitution, membre du CDL clandestin.

Cet engagement et les compétences dont il a fait preuve dans le cadre de ses fonctions de chef de maquis lui permettent de devenir en septembre 1944 sous-préfet de Louhans. Reprenant ensuite sa carrière d'instituteur, il sera également après la guerre maire de Varenne Saint-Sauveur. Henri Vincent meurt en 1969.

3^{EME} EXEMPLE : DANS L'AUDE, L'INSTITUTEUR DE LESCALE, LUCIEN MAURY, FONDATEUR DU MAQUIS PICAUSSEL ET L'UN DES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA LIBERATION DU DEPARTEMENT.

Les origines du maquis de Picaussel remontent à un parachutage dans la nuit du 15 au 16 mars 1944 : un avion allié largue par erreur, à l'Est du hameau de Lescale près de Puivert, un container renfermant 3 postes émetteurs, 54 revolvers et 20 kilos d'explosifs. Malgré l'intervention de l'armée allemande, quelques jeunes du hameau parviennent à récupérer le matériel. Comme ils ne savent pas quoi en faire, ils le confient à leur instituteur, Lucien Maury, qui est de notoriété locale un sympathisant de la Résistance. Cet événement inattendu est à l'origine, quelques semaines plus tard, de la création dans l'Aude d'un nouveau secteur de l'armée secrète des MUR, entre Puivert, Limoux, Lescale et Sonnac-sur-l'Hers, le pays de Sault. Lucien Maury, alias *Franck* en est le chef désigné. Il fait équipe avec un adjoint, lui aussi instituteur, Marius Olive, alias *Simon*.

Dans diverses localités se développent sous l'autorité de Lucien Maury des groupes armés. Entre mars et avril, deux parachutages de matériel sont organisés aux abords de Puivert. Olive

crée le premier maquis du secteur « J » au mois d'août 1943, aux Roudiès, dans la région de Chalabre. Quelques réfractaires au STO y sont incorporés, mais dénoncés en décembre de la même année, ils sont contraints à la fuite. En avril 1944, traqués par la Gestapo, les hommes de Maury établissent un poste de commandement dans la grotte de Lescale.

Le 6 juin 1944, au moment où les Alliés débarquent, l'ouverture du maquis de Picaussel est proclamée. Les groupes armés des localités environnantes lui font allégeance et viennent grossir les effectifs du maquis. Les parachutages de matériel permettent d'équiper les nouvelles recrues. Lucien Maury est nommé colonel. Après de nombreux accrochages en juin et juillet 1944, août marque la Libération du département. Le 22 août, une colonne motorisée allemande est détruite à Limoux par Lucien Maury et ses hommes. Les maquisards font cinquante-trois prisonniers et saisissent trois camions. Les 23 et 24, le maquis participe à l'occupation de Carcassonne ; le 25 août 1944, l'Aude est libérée.

Après la libération du département de l'Aude, le maquis se cantonne à Carcassonne puis à Pennautier. Là-bas, il est rejoint par de nombreux combattants volontaires qui forment deux unités régulières de la 1^{re} Armée Française du général Jean de Lattre de Tassigny. Le 1^{er} bataillon du 81^e régiment d'infanterie, dit « Bataillon Picaussel » est dirigé par Lucien Maury. La 7^e compagnie du 80^e régiment d'infanterie, dit « Compagnie Picaussel » est dirigée par Marius Olive. Ces deux unités combattent dans l'Est de la France à partir de novembre 1944, puis en Allemagne. Elles finissent la guerre en mai 1945

4^{EME} EXEMPLE : ANDRE CHABANNE (« BLANQUI »)

Né le 3 avril 1914 à Cherves-Châtelars en Charente, fils d'agriculteurs, orphelin de guerre, André Chabanne, est d'abord boursier au collège de Chasseneuil puis entre à l'école normale d'Angoulême en 1931. Il est nommé instituteur à Stains. Après 1946, il reprend son métier d'enseignant, en Charente.

Mobilisé le 2 septembre 1939 dans le 23^e régiment d'infanterie coloniale, il est fait prisonnier le 17 juin 1940, s'évade une première fois le 23 juin pour être repris le 25. Envoyé au camp disciplinaire de Cloppenburg il échoue dans sa tentative d'évasion du 3 mai 1942 et à sa troisième tentative il est repris à la frontière de la Hollande. Il s'évade pour la quatrième fois du camp disciplinaire de Rhénanie où il est enfermé le 1^{er} novembre 1942. Il met 2 mois à parcourir les 600 km en ne marchant que la nuit.

Chabanne séjourne à Paris jusqu'en mars 1943 puis rejoint Cherves-Châtelars chez sa grand-mère. Aux côtés de Guy Pascaud et d'Hélène Nebout, il crée le maquis de Bir-Hackeim le 22 mars 1943. Après l'arrestation de Guy Pascaud il est chargé de toute l'organisation du maquis de Bir-Hackeim et de l'armement des 1800 hommes qui le composent. Malgré sa demande aucun officier ne vient en prendre le commandement et il est nommé colonel. Commandant de la subdivision militaire de la Charente-Maritime en 1944, il participe aux combats de la Libération, notamment dans la poche de Royan

Ces trajectoires semblent particulièrement illustratives du rôle des instituteurs dans les maquis car elles démontrent bien à la fois comment les circonstances ont favorisé le fait que des responsabilités soient confiées à ces enseignants mais aussi la façon dont ceux-ci ont pu se servir de leur expérience professionnelle et de leurs réseaux locaux (notamment anciens élèves) pour exercer leur fonction.

On pourrait retenir également d'autres exemples :

Dans les Vosges, l'instituteur Marcel Vichard, devenu chef du maquis de Corcieux, le premier maquis à passer à l'action dans ce secteur à partir du 6 juin 1944.

En Côté d'or, l'instituteur alsacien Joseph Biechelin, réfugié à Chatillon sur Seine, qui deviendra l'un des principaux chefs de maquis sous le nom de capitaine Jacques

Dans les Côtes-du-Nord, l'instituteur Jean Devienne, prisonnier évadé, réfugié à Guinguamp, qui devient le responsable du front national.

Le cas de Marceau Lapierre est lui aussi particulièrement intéressant. Instituteur depuis 1907 et révoqué en 1940 par Vichy, Lapierre est un ancien de la Grande Guerre ayant combattu aux Dardanelles, syndicaliste membre de la SFIO. Trop âgé pour être de nouveau mobilisé en 1939, il entre dans la Résistance en 1940 et vient en aide aux réfractaires du STO en 1943 en leur trouvant des caches. Au cours de l'été 1943, il est à l'origine d'un maquis dans les Cévennes, non pas un maquis-combattant, mais un maquis école, le maquis-école de la Picharlerie qui allait faire parler de lui.

CONCLUSION

S'ils ont ensuite été quelques peu oubliés, ces instituteurs devenus chef de maquis n'en ont pas moins été sur le plan local des acteurs de premier plan de la Résistance et de sa dimension armée. Les quelques figures les plus célèbres (Guingouin notamment) ne sont donc pas des cas isolés : on retrouve bien dans toutes les régions de France où des maquis ont pu se développer des instituteurs devenus chefs de maquis et prenant une part importante dans la libération de ces régions. Leur statut de défenseur des valeurs républicaines, leur passé de militant, leur expérience de l'encadrement et la facilité avec laquelle ils ont pu s'imposer auprès de leurs hommes en font bien les archétypes du chef de maquis.